

Bombardement des civils : des parlementaires contestent la décision du Conseil fédéral

Genève, le 1er juillet 2020. La Suisse a décidé de privilégier les activités militaires au détriment des populations civiles.

En session ce mardi 30 juin à Berne, un nombre important des 25 membres de la Commission de politique extérieure du Conseil national a demandé à ce que la Suisse s'engage davantage pour une déclaration politique internationale forte qui prévoit une meilleure protection de civils contre les armes explosives dans les régions peuplées. Cette déclaration, qui s'appuie sur le Droit international humanitaire, est actuellement en cours de rédaction par plus de 20 Etats et de nombreux représentants de la société civile. Elle doit être finalisée fin 2020 et sera soumise aux Etats pour signature.

La motion, qui est passée très près d'obtenir la majorité, était soumise par le Conseiller national de Genève Nicolas Walder (Les Verts) pour demander à la Suisse de jouer un rôle plus prononcé dans le processus : *"La Suisse doit retrouver sa tradition humanitaire qui l'a toujours conduite, par le passé, à porter la voix des victimes des conflits afin de mieux les protéger"* explique-t-il.

L'un des différends clés dans ce débat est que la Suisse doit plaider pour "éviter l'utilisation d'armes explosives" dans des zones peuplées, au lieu de seulement encourager à "restreindre l'utilisation" de ce type d'armes. Le CICR, Handicap International Suisse et d'autres ONG soutiennent la demande d'éviter l'utilisation d'armes explosives ; une formule qui est aussi appuyée par le Secrétaire général des Nations unies.

Ce débat en Commission était précédé par la session d'été du Conseil national de juin avec une question de Nicolas Walder sur le positionnement du Conseil fédéral dans ce contexte. Dans sa réponse écrite, le Conseil fédéral expliquait : *"Pour que la déclaration ait un impact sur la protection des civils dans les conflits armés, elle doit bénéficier d'un large soutien, en particulier des Etats actifs dans des opérations militaires. Cela n'est possible que si la déclaration n'est pas considérée comme limitant excessivement les capacités de défense des Etats."* Pour le Conseil fédéral, une conduite de guerre sans encombre est plus importante que la protection des civils.

L'état des délibérations sur cette question est désormais marqué comme "liquidé" dans les annales du parlement (Question 20.5421). *"Il est inacceptable que le Conseil fédéral privilégie les activités militaires au détriment des victimes civiles qui sont de plus en plus nombreuses dans les conflits modernes"* s'indigne Nicolas Walder.

Handicap International continue de se battre pour une meilleure protection des civils en guerre.

A propos de Handicap International

Handicap International (HI) est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis 35 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.



Depuis sa création en 1982, HI a mis en place des programmes de développement dans près de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. En janvier 2018, le réseau mondial Handicap International devient Humanité & Inclusion. Il comprend des associations nationales qui s'appellent «Handicap International» dans les pays d'Europe continentale (France, Allemagne, Suisse, Belgique et Luxembourg) et «Humanité & Inclusion» au Canada, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

HI est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Elle agit et témoigne partout où «vivre debout» ne va pas de soi. En 2019, HI a obtenu le Label Ideas, garant de la qualité de sa gouvernance, de sa gestion financière et du suivi de l'efficacité de ses actions.

A Genève, *Broken Chair* symbolise sa lutte contre les armes explosives et les violences infligées aux populations lors des conflits armés. Créé par Daniel Berset sur demande de HI et installé face aux Nations unies, le monument est un défi adressé à la communauté internationale. Il lui rappelle ses obligations de respecter le Droit international humanitaire et de protéger les civils contre l'usage des armes explosives en zones peuplées.